

être à court de milliers de médecins. Il se pourrait que la vie d'un membre de cette Chambre dépende de la présence d'un médecin. Il arrive trop souvent, hélas, qu'on essaie vainement de trouver un médecin en cas de crise cardiaque ou d'accident, mais ce n'est pas la faute des médecins.

Envisageons ce problème sérieusement. Je prie instamment les dirigeants d'universités de nous laisser faire usage des écoles de médecine toute l'année. Ces immeubles coûteux ont été payés par les contribuables et sont inoccupés. Lorsque cette formule fut adoptée, de 1940 à 1945, les médecins obtenaient leurs grades après quatre années d'études.

J'espère que le ministre pourra prendre une mesure qui permettra aux universités de s'acheminer dans cette voie. J'apprécie à sa juste valeur la difficulté. Cependant, nombre de ces professeurs d'université, habitant parfois dans ces grandes villes, ne comprennent pas toujours qu'il y a certains quartiers où les médecins ne se rendent pas volontiers. Nous sommes tous des Canadiens. Je sais que dans ma petite ville d'Orillia, que l'on veuille bien m'excuser de la citer, les médecins travaillent très fort; ils essaient de soigner tous les malades. Nous sommes pourtant à court de médecins et les Facultés de médecine fonctionnent seulement pendant une partie de l'année. Il y a dix ans que cela dure.

C'est une situation déplorable. Il faut y remédier. Je dirais également que tous nos édifices universitaires devraient être utilisés autant que possible douze mois par an. Nous y avons placé des capitaux et nous en acquittons le coût. L'université déclare qu'elle ne peut obtenir le personnel nécessaire. Mais où diable a-t-on trouvé le personnel entre 1940 et 1945? Nous l'avons trouvé et nous pouvons encore le faire. Le Canada a des ressources. Les Canadiens possèdent l'esprit d'initiative. Faisons-le alors. Le coût de construction des nouveaux édifices ne cesse de s'accroître. On estime que les frais assumés par les universités ont quadruplé au cours des dix dernières années.

Ce bill est un pas dans la bonne voie. Je sais que le ministre n'en restera pas là. Je suis certain qu'il comprend la situation. Elle est très grave, surtout en ce qui concerne la médecine et l'art dentaire. Je me demande si nous pouvons permettre d'avoir plus de places libres durant les vacances d'été. Qu'on fournisse plus d'édifices, plus de matériel et plus de professeurs. Qu'on se mette à la tâche aujourd'hui. Qu'on réexamine toute notre structure économique. Qu'on le fasse maintenant afin de connaître les priorités. Qu'on se mette à l'œuvre. D'ici 1980, selon les prévisions actuelles, plus de 100,000

jeunes fréquenteront l'université au Canada. Qu'on soit prêt à tirer profit de ces ressources.

M. Moreau: L'honorable député me permettrait-il une question? Je ne voulais pas l'interrompre pendant qu'il prononçait son discours. Étant donné que la station de radar d'Edgar est située dans sa circonscription, nous dirait-il s'il a demandé au gouvernement provincial d'établir une université à cet endroit?

M. Rynard: Voilà une question à laquelle je peux répondre facilement. J'ai fait maintes démarches auprès du gouvernement actuel afin qu'il accorde une subvention de 1.2 million de dollars à l'Université Edgar afin qu'elle puisse démarrer.

M. Moreau: Et le gouvernement provincial?

M. Rynard: Il n'y a pas de problème, le gouvernement fédéral accorde la subvention au gouvernement provincial. L'honorable député se rappellera les écoles de formation technique et professionnelle construites dans Simcoe-Est au coût de plus de 2 millions de dollars, grâce à des subventions aux provinces.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): A l'instar des autres membres de notre groupe qui ont déjà pris la parole, j'ai l'intention de voter en faveur de cette mesure, bien que j'hésite beaucoup à le faire et que j'y mette bien des réserves. Je ne suis pas d'accord avec le collègue qui partage ma banquette et qui a dit hier que faute de grives on mange des merles. Ce n'est même pas un merle qu'on nous offre. Ce ne sont que des miettes, en proportion de ce qu'il nous fallait et en comparaison de ce que le gouvernement promettait lorsqu'il était dans l'opposition. Nous reconnaissons bien là les libéraux. Il était facile pour eux de faire des promesses quand ils étaient dans l'opposition, mais une fois qu'ils sont au pouvoir, ils donnent bien peu.

L'honorable député de Vancouver-Burrard (M. Basford) a tenté hier de donner l'impression que le gouvernement, par la mise en œuvre de ce programme, dépenserait environ 40 millions de dollars par an. Cela n'a pas de sens, naturellement, puisque les 40 millions de dollars par année seront payés par les étudiants. Le gouvernement va payer une somme maximale d'environ 2 millions de dollars par année et si vous vous arrêtez à penser aux besoins, vous constaterez combien peu cela signifie.

Ce qui m'inquiète, ce n'est pas que le gouvernement ne dépose que ce bill; ce n'est pas seulement qu'on ait oublié les promesses faites avant les élections visant 10,000 bourses